

Consultation sur le programme de stabilisation 2017-2019

**Prise de position des Académies suisses des sciences:  
Pas de programme de stabilisation aux dépens de l'avenir de la place industrielle et de la relève**

L'encouragement prioritaire de la recherche et de la formation durant les huit dernières années a permis à la Suisse de conserver de justesse son rang dans le peloton de tête face à une concurrence mondiale accrue. Cette position est sans cesse menacée, comme le montrent les classements des universités récemment publiés, qui pointent certaines faiblesses au niveau des institutions suisses de recherche et de formation.

La formation professionnelle, les hautes écoles spécialisées, les universités, le domaine des EPF et leurs organismes d'encouragement créent et assurent les places de travail de demain, grâce à la formation et à la recherche. Malheureusement, les mesures d'économie proposées par le Conseil fédéral, *au détriment de la formation, de la recherche et de l'innovation en Suisse*, touchent en première ligne la relève, autrement dit les étudiants et le corps intermédiaire des hautes écoles.

Les mesures d'économie prévues sapent les travaux préparatoires menés depuis 2011 à tous les niveaux du système de la formation par le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche. Le risque existe de voir s'évanouir, alors qu'ils n'ont pas été complètement exploités, les investissements suivants déjà consentis: les mesures pour une meilleure perméabilité à tous les niveaux de formation et pour lutter contre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans de nombreux secteurs, l'encouragement spécifique de certains domaines stratégiques (disciplines MINT, médecine), mais aussi le renforcement de la Suisse en tant qu'espace d'enseignement supérieur et pôle de recherche ouverts et compétitifs. Les propositions d'économie coûtent des années décisives dans une situation qui doit être prise au sérieux, car la position forte dont la Suisse jouissait jusqu'ici et son maintien dans l'espace européen de la recherche sont incertains. En cas d'exclusion, la Suisse perdra des fonds financiers considérables. Plus grave encore, elle perdra de sa réputation et de son attrait pour les talents de Suisse et de l'étranger, ce qui entraînera une spirale négative.

Dans cette situation, économiser au mauvais endroit peut coûter très cher à la Suisse. La position forte de la Suisse dans l'économie mondiale repose sur une recherche et une formation ouvertes, internationales et compétitives. La productivité de tous les domaines du budget de la Confédération dépend de manière décisive des progrès qui se jouent dans le système de la formation, de la recherche et de l'innovation. Enfin, on peut craindre que des propositions d'économie à court terme ne provoquent une bataille stérile pour la répartition ainsi que des animosités semant la confusion entre les différents niveaux et les différentes institutions du système de la formation et de la recherche.

La formation et la recherche doivent apporter leur contribution à la stabilisation des finances fédérales. Les processus, les prestations et l'organisation du système de la formation et de la recherche peuvent et doivent être remis en question et faire l'objet d'un examen approfondi. Sur cette base, il est possible de prendre des mesures d'économie modérées et raisonnables, ciblées, fondées et réfléchies jusque dans leurs conséquences. Néanmoins, le domaine FRI doit faire l'objet d'un encouragement prioritaire au cours de la décennie prochaine: pour la génération à venir, et pour la prospérité de notre pays et de ses places de travail.

Académies suisses des sciences, 18 janvier 2016